

Unité bidépartementale Calvados Manche
1 rue Recteur Daure
CS 6004
14006 Caen Cedex 1

Caen, le 08/08/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/07/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

REVIVAL

Route Lorguichon
BP 5
14540 Castine-En-Plaine

Références : 2025-423
Code AIOT : 0005301094

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/07/2025 dans l'établissement REVIVAL implanté RTE DE LORGUICHON LA GUERRE 14540 CASTINE-EN-PLAINE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite du 16 juillet 2025 s'inscrit dans le cadre de l'action nationale « Pertes d'utilités ». Plusieurs événements récents ont confirmé l'existence d'une problématique associée à la gestion de la perte d'électricité ainsi qu'au défaut ou au manque de secours visant à pallier cette perte :

- à l'occasion d'événements d'ampleurs, tels que tempêtes, lors desquels l'autonomie des dispositifs de secours n'ont pas permis de pallier la durée de coupure et ont conduit à des défaillances de sécurité ;
- à l'occasion d'événements particuliers de pertes électriques (défaillance), qui ont mis en

évidence des défauts de préparation ou de maintenance des dispositifs de secours.

L'objectif de cette action est de s'assurer qu'en cas de perte d'électricité, dont la cause pourrait être interne ou externe à l'établissement, les exploitants disposent d'une autonomie suffisante pour mettre ou maintenir leur site en sécurité et pour s'assurer que la perte d'électricité ne peut pas être à l'origine d'un scénario accidentel pendant toute la durée possible de la perte d'électricité.

Il convient également d'avoir identifié les autres utilités pouvant être perdues notamment par effet cascade, du fait de la perte d'électricité (moyens de communication, production de froid, eau, gaz).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- REVIVAL
- RTE DE LORGUICHON LA GUERRE 14540 CASTINE-EN-PLAINE
- Code AIOT : 0005301094
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

Ce site est exploité sous couvert de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 8 juillet 2010. Cet arrêté a été complété et modifié à plusieurs reprises et notamment par l'arrêté complémentaire du 16 janvier 2020, qui acte le classement Seveso seuil haut du site sous la rubrique ICPE n° 4510.

De nombreuses activités sont exercées sur le site, dont les principales sont :

- broyage de métaux ferreux, dont des véhicules hors d'usage dépollués et des D3E dépollués ;
- broyage de batteries automobiles au plomb ;
- traitement des résidus de broyage lourds et légers produits par des broyeurs de métaux non ferreux.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Perte d'utilités

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;

- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Lors du passage dans la salle de contrôle, l'inspection des installations classées a relevé au niveau de la centrale process le message d'alarme suivant : « Robinet pas complètement ouvert ». Selon les dires de l'opérateur, le message d'alerte remonte au moins au 10 juillet 2025, date à laquelle des opérations de contrôle ont eu lieu sur les installations.

L'inspection des installations classées demande à REVIVAL dans un délai de 1 mois de justifier des actions correctives pour lever cette alarme.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Arrêts et mise en sécurité (3.a)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Actions engagées pour la mise en sécurité (3.b)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Demande d'action corrective	3 mois
6	Dispositifs de secours électrique (Liste des équipements secourus) (4.a)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance (4.b)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
8	Maintenance utilités et dispositif de secours électrique (5)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Alimentation en énergie et utilités associées (1)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
2	Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (2)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
5	Modalités de maintien de la surveillance si coupure	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	d'électricité (3.c)		
9	Plan d'actions (6)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le contexte de l'action nationale a été rappelé. A ce titre, l'inspection des installations classées invite l'exploitant à prendre connaissance et à tirer les enseignements du flash ARIA publié par le BARPI sur cette thématique.

L'inspection des installations classées note que l'exploitant a identifié comme installations critiques les dispositifs de détection et d'extinction incendie du site. Les dispositifs d'extinction sont secourus au moyen d'un groupe électrogène et d'un groupe motopompe thermique. Les dispositifs de détection sont équipés de batteries de secours. Par ailleurs, une surveillance renforcée des installations avec caméra thermique est réalisée en cas de coupure électrique prolongée.

Ces dispositifs de secours sont mis en place, maintenus et testés périodiquement. Toutefois, l'exploitant doit formaliser les procédures de tests ainsi que la traçabilité des tests réalisés et compléter les consignes du site en cas de coupures électriques.

Aussi, l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de répondre aux différentes observations formulées dans le présent rapport, dans les délais précisés pour chaque demande.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Alimentation en énergie et utilités associées (1)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Alimentation en énergie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a présenté :</p> <ul style="list-style-type: none"> • un plan du site localisant les postes de livraison électrique ainsi que les différentes utilités telles que les groupes motopompes ou les centrales incendie ; • un plan de localisation des transformateurs électriques (TGBT) dans les différents bâtiments ; • un schéma des boucles électriques. <p>Ainsi, le site est alimenté par deux postes de livraisons distincts :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le poste de livraison (ou PDL) n°1 au niveau des bureaux administratifs ;

- le poste de livraison n°2 situé à proximité du bâtiment G.

Le PDL n°1 alimente la boucle A et la boucle B, incluant respectivement les postes TGBT suivants :

- Boucle A : NORIC, Déchiqueteur, Bâtiment L, Batteries ;
- Boucle B : Flottation à sec, EST, Plastiques, Centre de tri.

Le PDL n°2 alimente la boucle C, dédiée aux installations de refus de broyages (RB) dans les bâtiments H et M.

En cas de défaillance électrique, il n'existe pas d'alarme spécifique à la coupure électrique. Par contre, la coupure électrique aura pour conséquence une interruption de la remontée des différentes alarmes du site au centre technique des opérations (ou CTO) du groupe. Cette perte de signal alerte immédiatement le CTO qui en informe le site.

Concernant spécifiquement les centrales incendie, les alarmes qui transitent en fonctionnement normal par les serveurs sont alors communiquées par SMS aux agents du site, les centrales disposant d'une carte SIM.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (2)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56

Thème(s) : Actions nationales 2025, Stratégie en cas de perte d'utilité électrique

Prescription contrôlée :

L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.

L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure. [...]

Constats :

En cas de coupure électrique, les installations s'arrêtent. L'exploitant explique que les équipements en place sont essentiellement des équipements mécaniques tels que des bandes transporteuses, des broyeurs rotatifs ou des cribles. L'arrêt des bandes transporteuses a pour conséquence l'arrêt de l'alimentation des installations. Certains équipements comme les broyeurs rotatifs peuvent fonctionner encore quelques minutes sous l'effet de l'inertie, avant de s'arrêter.

En cas de coupure, une surveillance visuelle des installations est entreprise par les opérateurs pendant que l'exploitant se renseigne auprès du fournisseur d'électricité sur la durée prévisionnelle d'indisponibilité, via un numéro d'appel spécifique. Ce numéro est rappelé dans le POI de l'établissement, dans la partie Recensement des moyens.

Le risque principal du site étant le risque incendie, les installations secourues sont les suivantes :

- les groupes motopompes électriques alimentant le réseau incendie (RIA et poteaux incendie) sont secourus via un groupe électrogène. Ce groupe assure également le

fonctionnement de l'analyseur de rejets des effluents aqueux ainsi que le fonctionnement de la vanne de rejet ;

- les systèmes d'extinction déluge des bâtiments A et G dédiés au stockage des RB (Refus de Broyage) sont secourus par un groupe motopompe thermique ;
- les centrales incendie fonctionnent sur batteries.

L'inspection des installations classées invite REVIVAL à prendre en compte la problématique de pertes d'utilités dans le cadre de ses futurs projets. Le cas échéant, les dispositifs de secours devront être complétés.

En termes de moyens de communication, l'exploitant dispose de téléphones portables et de talkie-walkie.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Arrêts et mise en sécurité (3.a)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56

Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité

Prescription contrôlée :

[...] L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.

Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. [...]

Constats :

Comme indiqué au point de contrôle n°2, la production est arrêtée en cas de coupure électrique. Les installations d'extinction incendie sont secourues par un groupe électrogène et un groupe motopompe, le risque principal sur le site étant le risque incendie. Il convient de rappeler qu'aucun phénomène dangereux du site n'a actuellement de distances d'effets en dehors des limites de propriété.

Par ailleurs l'inspection des installations classées a interrogé l'exploitant sur la gestion des apports de déchets sur le site pour traitement en cas de coupure électrique. L'exploitant indique que la réception de déchets pourra se poursuivre dans la limite des capacités d'accueil autorisées dans son arrêté préfectoral. A défaut, le flux de déchets sera réorienté en interne groupe voire avec d'autres prestataires avec lesquels REVIVAL collabore.

La seconde problématique abordée par l'inspection est la gestion des eaux résiduaires du site, essentiellement constituées d'eaux pluviales. Pour rappel, les eaux pluviales sont collectées par zone et traitées par débourbeurs/déshuileurs, avant de transiter par les différents bassins du site. Les eaux résiduaires sont ensuite rejetées dans la Laize. L'exploitant indique que la vanne de rejet est également secourue par le groupe électrogène. Il sera donc possible de procéder à des rejets aqueux si besoin.

Par contre, pour une partie du site, les eaux pluviales sont collectées par simple gravité. Pour l'autre partie, des postes de relevage ont été mis en place pour permettre l'envoi de ces eaux pluviales aux bassins. La solution envisagée par REVIVAL en cas de perte d'électricité est de faire

appel à des prestataires extérieurs. Ce dernier viendra pomper les eaux pluviales au niveau des postes de relevages pour les envoyer dans les bassins dédiés du site. Les prestataires en question sont identifiés dans le POI de l'établissement, dans la partie Recensement des moyens.

L'inspection des installations classées a questionné REVIVAL sur les volumes d'eaux pluviales qu'il pourrait être nécessaire de pomper. REVIVAL indique ne pas avoir procédé à une évaluation de ces volumes.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Afin de s'assurer de l'adéquation des moyens à mettre en œuvre pour la gestion des eaux pluviales en cas de perte d'utilités électriques, l'inspection des installations classées demande à REVIVAL dans un délai de 3 mois :

- d'établir un plan localisant les zones à écoulement gravitaire, les zones à écoulement non gravitaire ainsi que les postes de relevage associés ;
- d'évaluer les volumes d'eaux à pomper en fonction de l'intensité pluviale ;
- de formaliser les modalités de gestion des eaux pluviales en cas de perte d'utilités électriques dans le POI du site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Actions engagées pour la mise en sécurité (3.b)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59

Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité

Prescription contrôlée :

Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné.

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :

- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation ;
- les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ;
- l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ;

- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements.

L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés sont notés sur un ou des registres spécifiques.

L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 26 ou 26 bis, pour les installations soumises à ces dispositions ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ;
- l'organisation de l'exploitant en cas d'incident ou de sinistre ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

Constats :

En cas de coupure prolongée, d'une part, des opérations de nettoyage et/ou d'arrosage peuvent être réalisées dans le but d'éviter tout risque d'échauffement. Le cas échéant, les consignes sont données par le personnel encadrant aux opérateurs de terrain.

D'autre part, une surveillance renforcée avec caméra thermique comme la nuit et les week-ends est mise en place. Le mode opératoire « Effectuer la surveillance du site » précise effectivement qu'en cas de marche dégradée telle que la coupure électrique des rondes plus fréquentes doivent être réalisées.

A ce jour, l'exploitant indique ne pas avoir procédé à des exercices sur la thématique Pertes d'utilités. Par contre, un programme de formation a été engagé avec l'organisme INCENDIS, pour former le personnel d'intervention du site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées demande à REVIVAL dans un délai de 3 mois:

- d'intégrer cette thématique dans les exercices du site,
- de formaliser une consigne spécifique au personnel en cas de coupure électrique. Cette consigne pourra intégrer un échelonnement des actions lors de la coupure électrique et à la suite de la perte (au regard de l'autonomie des batteries) de la détection incendie (voir point de contrôle suivant).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité (3.c)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64
Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En cas d'arrêt d'équipements (notamment réservoirs, cuves, rétentions, tuyauteries), l'exploitant prend toutes les dispositions permettant de garantir la mise en sécurité des équipements et la prévention des accidents pour la phase intermédiaire d'arrêt (inertage des équipements ...) Dans le cas contraire, les mesures de maîtrises de risques ou barrières de sécurité nécessaires sont maintenues en place et en état de fonctionnement.</p> <p>Si l'arrêt n'est pas définitif, l'exploitant prend également toutes les dispositions nécessaires au maintien en bon état de marche des équipements pendant toute la durée de l'arrêt. La remise en service d'un tel équipement est subordonnée au respect de ces conditions pendant toute la durée de l'arrêt et aux contrôles préalables identifiés par l'exploitant.</p> <p>L'exploitant identifie dans une liste les équipements en phase d'arrêt au sein d'installation, ainsi que leur statut (arrêt temporaire, arrêt définitif, mis en sécurité).</p> <p>Les consignes d'exploitation et de sécurité prévues à l'article 59 contiennent les dispositions, contrôles et vérifications à mettre en place concernant ces équipements.</p>
<p>Constats :</p> <p>En cas de coupure électrique et tel qu'indiqué dans le mode opératoire « Effectuer la surveillance du site », une surveillance renforcée des installations est réalisée au moyen d'une caméra thermique.</p> <p>Lors de la visite, l'inspection des installations classée a contrôlé la présence de la caméra thermique au niveau du poste de garde de nuit et de 2 batteries en cours de charge.</p> <p>L'inspection des installations a questionné REVIVAL sur la durée d'autonomie des batteries. Au regard du manuel d'utilisation, l'autonomie de la caméra thermique est de 8h00. REVIVAL précise également qu'une seconde caméra est à disposition chez leur fournisseur situé à 10 minutes du site, le contrat souscrit incluant un système d'astreinte afin de pouvoir récupérer la caméra le cas échéant.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Dispositifs de secours électrique (Liste des équipements secourus) (4.a)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Dispositifs de secours électrique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des</p>

barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.

L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.

Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale.

Constats :

Comme indiqué au point de contrôle n°2, le risque principal du site étant le risque incendie, les installations secourues sont les suivantes :

- les groupes motopompes électriques alimentant le réseau incendie (RIA et poteaux incendie) sont secourus via un groupe électrogène. Ce groupe assure également le fonctionnement de l'analyseur de rejets des effluents aqueux ainsi que la vanne de rejet ;
- les systèmes d'extinction déluge des bâtiments A et G dédiés au stockage des RB (Refus de Broyage) sont secourus par un groupe motopompe thermique ;
- les centrales incendie fonctionnent sur batteries.

Lors de la visite du site, l'inspection des installations classées a contrôlé la présence :

- du groupe électrogène situé dans la zone des bassins ;
- du groupe motopompe thermique situé à proximité du bâtiment A et de la réserve d'eau mitoyenne.

L'exploitant a procédé au démarrage du groupe électrogène en présence de l'inspection des installations classées qui a ainsi pu constater son bon état de fonctionnement. L'inspection relève également, que le groupe électrogène est le point 08 -12 de la ronde de surveillance.

Au niveau de la salle de contrôle du bâtiment H, la détection incendie dispose de deux batteries installées en septembre 2022. La date est indiquée sur les 2 batteries. Lors de la visite, il a été noté un message d'alerte en date du 16 juillet 2025, soit le jour de la visite, indiquant que la détection incendie Drag Chaîne 1 et 2 est hors service.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées demande à REVIVAL dans un délai de 1 mois de justifier des actions correctives pour lever le dysfonctionnement de la détection incendie Drag Chaîne 1 et 2.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance (4.b)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7

Thème(s) : Actions nationales 2025, Dispositifs de secours électrique
Prescription contrôlée : <p>Lorsque les mesures de maîtrise des risques ne sont pas mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale, les réseaux d'utilités les alimentant, lorsqu'ils sont nécessaires à leur fonctionnement, sont fiabilisés ou indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la perte simultanée de plusieurs de ces mesures de maîtrise des risques agissant sur un même scénario accidentel.</p>
Constats : <p>Au regard des documents fournis, le groupe électrogène possède un réservoir de 334 litres. La consommation en carburant est de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 26,1 l/h lorsque l'équipement est sollicité à 75 % de sa puissance, soit une autonomie de 12,8 heures ; • 33,8 l/h lorsque l'équipement est sollicité à puissance maximale, soit une autonomie d'environ 10 heures. <p>Le groupe motopompe dispose quant à lui d'un réservoir de 160 litres. Par contre, les documents transmis ne précisent pas la consommation de l'équipement.</p> <p>Concernant ces deux équipements, REVIVAL précise qu'il lui est possible de réapprovisionner les réservoirs au moyen du carburant disponible par ailleurs sur le site (2 stations de distribution représentant une capacité de stockage autorisée de 22 m³).</p> <p>Par ailleurs, REVIVAL indique travailler avec plusieurs prestataires afin de pouvoir réapprovisionner les cuves de carburant du site. Ces prestataires sont identifiés dans le POI dans la partie « Recensement des moyens ».</p> <p>Concernant les batteries des centrales incendie, la documentation technique indique que l'autonomie de veille est de 12 heures à laquelle s'ajoute une autonomie d'alarme variant entre 10 minutes et 1 heure suivant les modalités d'installations choisies.</p> <p>Concernant les talkies-walkies, suivant le modèle, l'autonomie est variable. L'exploitant indique que les modèles utilisés sur site ont une autonomie comprise entre 26 et 28h. A défaut, les téléphones portables des agents peuvent être utilisés.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'inspection des installations classées demande à REVIVAL dans un délai de 1 mois de justifier de l'autonomie du groupe motopompe et de préciser pour les batteries des centrales incendie l'autonomie d'alarme en cas de coupure électrique.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Maintenance utilités et dispositif de secours électrique (5)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52
Thème(s) : Actions nationales 2025, Maintenance et test
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les installations dont un ou des phénomènes dangereux identifiés dans l'études de dangers conduisent à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site, l'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sécurité de fonctionnement des installations. Il met en place des dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans ces plages de fonctionnement.</p> <p>Pour ces mêmes installations, les paramètres importants pour la maîtrise de ces phénomènes sont associés à une alarme ou une sécurité opérationnelle lorsqu'ils sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement définies. Le déclenchement de l'alarme ou la sécurité opérationnelle entraîne si nécessaire la réalisation de mesures correctives appropriées, et le cas échéant la mise en sécurité de l'installation, notamment si la cinétique le justifie.</p> <p>Les systèmes de sécurité concernés sont éprouvés, conçus et construits de façon à être fiables, adaptés aux conditions de service prévues et à prendre en compte, s'il y a lieu, les exigences en matière de maintenance et d'essais des dispositifs.</p>
<p>Constats :</p> <p>Une maintenance est réalisée annuellement sur le groupe motopompe ainsi que le groupe électrogène. Les derniers rapports correspondant ont été communiqués à l'inspection des installations classées.</p> <ul style="list-style-type: none"> • La dernière visite du groupe motopompe date du 4 décembre 2024. Le rapport conclut au bon état de l'installation et fait une recommandation, à savoir de prévoir le remplacement des câbles batteries. Un bon de commande correspondant à cette opération en date du 8 janvier 2025 a également été transmis à l'inspection. • La dernière visite du groupe électrogène date du 21 mai 2025. Le rapport conclut au bon état de l'installation, excepté un capotage qu'il convient donc de remplacer. <p>L'exploitant indique également procéder à un test mensuel de fonctionnement en charge des groupes électrogène et motopompe. Le registre de contrôle du groupe électrogène a été contrôlé lors de la visite du site. L'inspection des installations classées constate la réalisation d'un test mensuel sur l'année 2015.</p> <p>Par contre, aucun mode opératoire décrivant les modalités du test n'est établi. De plus, en termes de traçabilité, il est simplement indiqué « Test OK ». L'inspection des installations classées rappelle à REVIVAL qu'il convient de définir le mode opératoire du test et d'en assurer une traçabilité pertinente en fonction des critères de performance attendus.</p> <p>Concernant les centrales incendie, l'exploitant indique procéder au remplacement des batteries périodiquement tous les 4 ans comme préconisé dans le référentiel incendie mis en œuvre sur le site. Par ailleurs, l'inspection des installations classées relève que la notice technique des centrales, communiquée postérieurement à la visite, préconise la réalisation de tests d'autonomie sur les batteries par mesurage.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées demande à REVIVAL dans un délai de 3 mois

- de justifier de la réalisation de test des autonomies des batteries des centrales incendie tel que préconiser dans la notice technique ;
- d'établir des procédures de tests des groupes motopompe et électrogène et des centrales incendie. La durée du test et le pourcentage de charge des tests doivent être précisés le cas échéant.

L'inspection des installations classées rappelle qu'au regard du guide DT93 (Guide méthodologique pour la gestion et la maîtrise du vieillissement des MMRI), il est préconisé de procéder pour les groupes électrogènes de sécurité à des essais de démarrage automatique avec une charge nominale de 50 % de la puissance du groupe et un fonctionnement avec cette charge pendant une durée minimale de 30 minutes. Ces conditions minimales de tests doivent être respectées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Plan d'actions (6)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56

Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en conformité

Prescription contrôlée :

[...] Pour les installations, pour lesquelles le dépôt complet de la demande d'autorisation est antérieur au 1er septembre 2022, les travaux identifiés comme nécessaires pour la mise en conformité à ces dispositions sont réalisés avant le 1er janvier 2026

Constats :

Au jour de la visite, l'exploitant n'a pas identifié de travaux nécessaires à la mise en conformité de ses installations vis-à-vis des dispositions de l'article 56 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, rappelées ci-avant.

Type de suites proposées : Sans suite